



Proposition de session spéciale

De la participation à l'engagement dans la gouvernance : analyse des conditions, trajectoires et effets de l'engagement dans la durée

Organisateurs

Jean-Eudes BEURET, professeur, Institut AGRO, Agrocampus Ouest

Laboratoire : Espaces et Sociétés (ESO), Rennes

Mail : jean-eudes.beuret@agrocampus-ouest.fr

Hélène REY VALETTE, Faculté d'Économie de l'Université de Montpellier

Laboratoire : Center for Environmental Economics (CEE-M), Montpellier

Mail : helene.rey-valette@umontpellier.fr

Co-organisée avec l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, Pierre-Yves GUIHENEUF

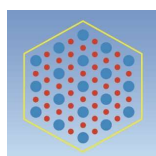
Mots clés

Concertation, Engagement, Gouvernance, Participation

Courte description de la session spéciale proposée

Cette session spéciale s'inscrira dans les travaux portant sur l'opérationnalisation de la gouvernance territoriale et la pérennisation des dispositifs participatifs Co-organisée par des chercheurs et un réseau de praticiens (Institut de la concertation et de la participation citoyenne), la session visera à mettre en lumière tant les acquis de la recherche que des préoccupations et savoirs issus de l'action, pour les mettre en dialogue.

Il s'agit d'étudier l'apport d'une approche centrée sur les dynamiques d'engagement pour renforcer les formes de participation et de gouvernance territoriale (Pasquier et al., 2013, Rey-Valette et al., 2014 où l'on note une participation souvent ponctuelle, alors qu'une inscription dans la durée favoriserait les apprentissages individuels et collectifs et, plus généralement, la création de proximités organisées qui la rendent plus effective. Par exemple à propos de la gouvernance des sites Natura 2000 en mer, une analyse comparative (Beuret et al., 2020) tend à montrer que son efficacité est corrélée à la continuité tant des dispositifs que de l'implication des parties prenantes, ainsi qu'aux proximités créées entre les parties prenantes, elles-mêmes conditionnées par un engagement de ces parties prenantes dans la durée. Par ailleurs, on peut faire l'hypothèse que cette problématique de l'engagement et de l'implication effective des parties prenantes dans la construction d'un système d'action publique (Leloup et al., 2005) est particulièrement importante pour les politiques d'adaptation au changement climatique qui impliquent l'évolution vers une gestion dans la durée qui se veut adaptative et dynamique tout en restant participative.



Association
de Science Régionale
de Langue Française



SciencesPo
Rennes



arènes
UMR 6051



Défini par la sociologie puis la psychologie sociale, le concept d'engagement sert à « rendre compte de la cohésion et de la persévérance d'une ligne d'action » (Dupré, 2009, 47). Thévenot (2006) rattache à l'engagement la notion « d'investissement d'un pouvoir », le pouvoir correspondant selon lui à une capacité de coordination, avec autrui comme avec soi-même. Comment passer de la problématique de la participation à celle de l'engagement ? L'identification des conditions de l'engagement peut passer par l'analyse des trajectoires d'engagement des individus dans la gouvernance, afin de cerner les facteurs favorisant un premier engagement, puis les déterminants de l'évolution de l'engagement au cours du temps, qu'ils soient individuels ou liés au design du dispositif. La référence à la théorie des régimes d'engagements proposés par Thévenot (2006) puis Auray (2010) peut ici être très précieuse, comme l'analyse de la dynamique de construction de proximités territoriales (Rallet et Torre, 2004, Torre et Beuret, 2012) ou encore la théorie de l'acteur réseau (Akrich et al., 2010).

En confrontant les points de vue de diverses disciplines quant aux formes, conditions de participation et d'engagement dans la durée avec les pratiques observées selon les situations et les contextes, il s'agit de caractériser les conditions et motivations selon les formes d'engagement dans la durée, d'en identifier les effets sur la gouvernance territoriale et la transformation de l'action publique et d'en explorer les limites et les effets pervers éventuels.

Références

Akrich M., Callon M., Latour B., 2006. *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*, Mines ParisTech, les Presses « Sciences sociales », Paris.

Auray, N., 2010. Les technologies de l'information et le régime exploratoire, In Van Andel P. et Boursier D., Eds., *La sérendipité dans les arts, les sciences et la décision, Actes du colloque de Cérisy*, 20-30 juillet, 2009, Hermann. Paris.

Dupré M., 2009. *De l'engagement comportemental à la participation* : Élaboration de stratégies de communication sur le tri et la prévention des déchets ménagers. Thèse Université Rennes 2, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00462107>, consulté le 30 avril 2019.

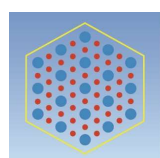
Pasquier R., Simoulin V., Weisbien J. 2013. La gouvernance territoriale. *L'Extenso*. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00864401>, consulté le 30 avril 2019.

Thévenot L., 2006. L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement. *La Découverte*, Paris. <https://www.cairn.info/l-action-au-pluriel--9782707146403.htm>, consulté le 30 avril 2019.

Rey-Valette H., Chia E., Mathé S., Michel L., Nougardès B., Soulard C.-T., Maurel P., Jarrige F., Barbe E., Guiheneuf P.-Y. (2014) « Comment analyser la gouvernance territoriale ? Mise à l'épreuve d'une grille de lecture ». *Géographie, économie, société*, 16 (1), 65-89.

Rallet A., Torre A., 2004, Proximité et localisation, *Economie Rurale*, 280, 25-41.

Torre A., Beuret J.E., 2012. Proximités Territoriales, *Economica Anthropos*, Paris.



Association
de Science Régionale
de Langue Française



SciencesPo
Rennes



arènes
UMR 6051